

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....400 F	Prix au numéro de l'année courante.....500F Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....moitié prix	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D. Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	
Europe.....	38.000 F	19.000 F		
Frais d'expédition.....	13.000 F			

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### DECRETS-ARRETES

**04 juin 2019 Décret n°2019-0371/P-RM** portant nomination au Cabinet du ministre de l'Economie Numérique et de la Prospective.....**p.614**

**Décret n°2019-0372/P-RM** portant nomination au ministère de la Promotion de l'Investissement privé, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Entreprenariat national.....**p.615**

**Décret n°2019-0373/P-RM** portant nomination au ministère des Réformes institutionnelles et des Relations avec la Société civile.....**p.616**

**04 juin 2019 Décret n°2019-0374/P-RM** portant nomination au cabinet du ministre de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions, Porte-parole du Gouvernement.....**p.617**

**Décret n°2019-0375/P-RM** portant abrogation des dispositions du Décret n°2018-0835/P-RM du 30 octobre 2018 portant nomination du Chef de cabinet du ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.....**p.618**

**Décret n°2019-0376/P-RM** portant nomination au Cabinet du ministre de l'Education Nationale.....**p.618**

**Décret n°2019-0377/P-RM** portant abrogation des dispositions du Décret n°2018-0145/PM-RM du 15 février 2018 portant nomination du Directeur national des affaires religieuses et du culte...**p.619**

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

**04 juin 2019 Décret n°2019-0378/P-RM** portant nomination au Cabinet du ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.....p.619

**Décret n°2019-0379/P-RM** portant nomination d'un membre du Conseil d'Administration de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE).....p.620

**Décret n°2019-0380/P-RM** portant nomination du Directeur national de la pêche.....p.620

**Décret n°2019-0381/P-RM** portant nomination au ministère de l'Elevage et de la Pêche.....p.621

**Décret n°2019-0382/P-RM** portant nomination du Chef de cabinet du ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.....p.622

**Décret n°2019-0383/P-RM** portant nomination du Recteur de l'université des sciences sociales et de gestion de Bamako.....p.622

**Décret n°2019-0384/P-RM** portant nomination du Recteur de l'université des lettres et des sciences humaines de Bamako.....p.623

**Décret n°2019-0385/P-RM** portant nomination du Recteur de l'université des sciences, des techniques et des technologies de Bamako.....p.623

**Décret n°2019-0386/P-RM** portant nomination du Directeur général de l'Institut Zayed des sciences économiques et juridiques de Bamako.....p.624

**Décret n°2019-0387/P-RM** portant nomination au Cabinet du ministre de l'Agriculture.....p.624

**Décret n°2019-0388/P-RM** portant nomination au Cabinet du ministre des Maliens de l'Extérieur.....p.625

**Décret n°2019-0389/P-RM** portant approbation de la convention de concession pour la réalisation en BOOT (Build, Own, Operate and Transfer) de la centrale solaire photovoltaïque de 25 MWe à Koutiala.....p.626

**Décret n°2019-0390/P-RM** portant nomination du Haut représentant du Président de la République pour le climat.....p.627

**04 juin 2019 Décret n°2019-0391/P-RM** portant nomination d'un Conseiller spécial du Président de la République.....p.627

**Décret n°2019-0392/P-RM** portant abrogation du Décret n°2016-0036/P-RM du 4 février 2016 portant nomination d'un Conseiller spécial du Président de la République.....p.627

**Décret n°2019-0393/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre posthume.....p.627

**Décret n°2019-0394/P-RM** portant attribution de distinction honorifique à titre posthume et étranger.....p.628

#### MINISTERE DE L'AGRICULTURE

**19 février 2019 Arrêté n°2019-0300/MA-SG** portant création du comité national de pilotage, de l'unité de coordination, des comités régionaux de coordination et des unités régionales du projet de développement de la productivité et la diversification agricole dans les zones arides du Mali (PDAZAM).....p.628

#### MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE

**05 avril 2019 Arrêté interministeriel n°2019-0934/MCC/MEF/MT-SG** portant création du comité national de facilitation des échanges.....p.631

**Annonces et communications.....p.633**

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### DECRETS

**DECRET N°2019-0371/P-RM DU 04 JUIN 2019 PORTANT NOMINATION AU CABINET DU MINISTRE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE ET DE LA PROSPECTIVE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994, modifié, fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Cabinet du ministre de l'Economie numérique et de la Prospective, en qualité de :

**Chargé de mission :**

- Monsieur **Mohamed DOUMBIA**, Licence en Marketing et Communication ;

**Attaché de Cabinet :**

- Monsieur **Mohamed Kélétiogui TRAORE**, Juriste.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Economie numérique  
et de la Prospective,  
Madame Kamissa CAMARA**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0372/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE LA  
PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT PRIVE,  
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES ET  
DE L'ENTREPRENARIAT NATIONAL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994, modifié, fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Ministère de la Promotion de l'Investissement privé, des petites et moyennes Entreprises et de l'Entreprenariat national, en qualité de :

**Secrétaire général :**

- Monsieur **Ibrahima HAMMA**, N°Mle 449-14.R,  
Membre du Corps préfectoral ;

**Chef de Cabinet :**

- Madame **TRAORE Fatou Binta DIOP**, Diplômé en  
Relations internationale ;

**Conseillers techniques :**

- Monsieur **Oumar AG MOHAMEDOUN**, N°Mle 914-70.P, Professeur de l'Enseignement supérieur ;  
- Monsieur **Demba TOUNKARA**, N°Mle 0132-392.W,  
Inspecteur des Services économiques ;  
- Monsieur **Boubacary Amadou CISSE**, N°Mle 974-81.C,  
Maître de Conférences.

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de la Promotion de l'Investissement privé, des petites et moyennes Entreprises et de l'Entreprenariat national,**  
**Madame Safia BOLY**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0373/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DES  
REFORMES INSTITUTIONNELLES ET DES  
RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994, modifié, fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Ministère des Réformes institutionnelles et des Relations avec la Société civile, en qualité de :

**Secrétaire général :**

- Monsieur **Abraham BENGALY**, N°Mle 0114-142.G,  
Professeur de l'Enseignement supérieur ;

**Chef de Cabinet :**

- Monsieur **Sory Ibrahima TRAORE**, Juriste ;

**Conseillers techniques :**

- Monsieur **Bayon SIMPARA**, N°Mle 928-43.J, Membre du Corps préfectoral ;  
- Madame **DIARRA Christine Bessi KEITA**, N°Mle 0117-246.J, Administrateur civil ;  
- Monsieur **Aboubacar Tiècoura KONATE**, N°Mle 0149-287.V, Professeur de l'Enseignement supérieur ;  
- Monsieur **Soumaila Bayni TRAORE**, N°Mle 0108-439.B, Administrateur civil ;

**Chargés de mission :**

- Monsieur **Bocar Sambaïda CISSE**, Juriste ;  
- Madame **DIAWARA Haby KANTE**, Juriste ;  
- Monsieur **Djibril SACKO**, Journaliste ;  
- Monsieur **Baïdy MAGUIRAGA**, Juriste ;

**Attaché de Cabinet :**

- Monsieur **Youssef CISSE**, Juriste ;

**Secrétaire particulière :**

- Madame **Fatoumata F. TRAORE**, Assistante de Direction.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Réformes institutionnelles**  
**et des Relations avec la Société civile,**  
**Amadou THIAM**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0374/P-RM DU 04 JUIN 2019**  
**PORTANT NOMINATION AU CABINET DU**  
**MINISTRE DE LA COMMUNICATION, CHARGE**  
**DES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS,**  
**PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Cabinet du ministre de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions, Porte-parole du Gouvernement, en qualité de :

**Chef de Cabinet :**

- Monsieur **Ousmane BAMBA**, Juriste ;

**Chargés de mission :**

- Monsieur **Hassane DIOMBELE**, Journaliste-Réalisateur ;

- Monsieur **Alfousseni SIDIBE**, Spécialiste en Communication et Médias sociaux ;

- Monsieur **Kalifa KONE**, Juriste ;

**Attaché de Cabinet :**

- Monsieur **Youssef SANGARE**, Gestionnaire des Ressources humaines.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de la Communication, chargé des**  
**Relations avec les Institutions, Porte-parole du**  
**Gouvernement,**  
**Yaya SANGARE**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0375/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT ABROGATION DES DISPOSITIONS DU  
DECRET N°2018-0835/P-RM DU 30 OCTOBRE 2018  
PORTANT NOMINATION DU CHEF DE CABINET  
DU MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA  
FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Les dispositions du Décret n°2018-0835/P-RM du 30 octobre 2018 portant nomination de Madame **SYLLA Fatoumata Hama CISSE**, N°Mle 875-08.V, Professeur de l'Enseignement secondaire, en qualité de **Chef de Cabinet** du ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, sont abrogées.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de la Promotion de la Femme,  
de l'Enfant et de la Famille,  
Docteur DIAKITE Aïssata Kassa TRAORE**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0376/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT NOMINATION AU CABINET DU  
MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Cabinet du ministre de l'Education nationale, en qualité de :

**Chef de Cabinet :**

- Monsieur **Lazare TEMBELY**, Professeur de l'Enseignement secondaire ;

**Attaché de Cabinet :**

- Monsieur **Hamady MACINANKE**, Technicien supérieur d'Agriculture.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge les dispositions du Décret n°2018-0490/P-RM du 12 juin 2018 portant nomination au Cabinet du ministre de l'Education nationale, en ce qui concerne Monsieur **Adama COULIBALY**, Linguiste, en qualité de **Chef de Cabinet** et de Monsieur **Souleymane YANOUE**, Anthropologue, en qualité d'**Attaché de Cabinet**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Education nationale,  
Docteur Témoré TIOULENTA**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0377/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT ABROGATION DES DISPOSITIONS DU  
DECRET N°2018-0145/PM-RM DU 15 FEVRIER 2018  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR  
NATIONAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES ET DU  
CULTE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant  
nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Le Décret n°2018-0145/P-RM du 15 février  
2018 portant nomination de Monsieur **Sékou Amadou  
DENON**, N°Mle 763-96.V, Administrateur civil,  
Chercheur, en qualité de **Directeur national** des Affaires  
religieuses et du Culte, est abrogé.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au  
Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Affaires religieuses et du Culte,  
Thierno Amadou Omar Hass DIALLO**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0378/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT NOMINATION AU CABINET DU  
MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION  
PROFESSIONNELLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant  
principes fondamentaux de la création, de l'organisation  
et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié,  
fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités  
allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les  
règles générales d'organisation et de fonctionnement des  
Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié,  
fixant les conditions d'emploi et de rémunération des  
membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la  
République, du Secrétariat général de la Présidence de la  
République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets  
ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014,  
modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et  
indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant  
nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Cabinet du ministre de  
l'Emploi et de la Formation professionnelle en qualité de :

**Chef de Cabinet :**

- Monsieur **Boniface DIALLO**, Gestionnaire ;

**Chargés de mission :**

- Madame **TRAORE Claire Augustine Bethé  
COULIBALY**, N°Mle 457-85.X, Inspecteur des Services  
économiques ;

- Monsieur **Demba COULIBALY**, Journaliste ;

- Monsieur **Salif KEITA**, Gestionnaire ;

- Monsieur **Amadou SIDIBE**, Juriste ;

- Monsieur **Badara Ali SANGARE**, Communicateur en  
Marketing ;

**Attaché de Cabinet :**

- Monsieur **Charles BERTHE**, Diplômé de l'ECICA spécialité Trésor ;

**Secrétaire particulière :**

- Madame **Hawa FOFANA**, N°Mle 0151-633.K, Attaché d'Administration.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Emploi et de la Formation  
professionnelle,  
Maître Jean Claude SIDIBE**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0379/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT NOMINATION D'UN MEMBRE DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AGENCE  
NATIONALE POUR L'EMPLOI (ANPE)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°90-110 du 18 octobre 1990, modifiée, portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du fonctionnement des Etablissements publics à caractère administratif ;

Vu l'Ordonnance n°11-016/P-RM du 27 février 2011, ratifiée, portant création de l'Agence nationale pour l'Emploi ;

Vu le Décret n°11-154/P-RM du 29 mars 2011 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence nationale pour l'Emploi ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Drissa SIDIBE** est nommé, **membre**, représentant des travailleurs au sein du Conseil d'Administration de l'Agence nationale pour l'Emploi.

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge les dispositions du Décret n°2017-0634/P-RM du 28 juillet 2017 portant nomination au Conseil d'Administration de l'Agence nationale pour l'Emploi, en ce qui concerne Monsieur **Khefing KANTE**, en qualité de représentant des travailleurs, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Emploi et de la Formation  
professionnelle,  
Maître Jean Claude SIDIBE**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0380/P-RM DU 04 JUIN 2019 PORTANT  
NOMINATION DU DIRECTEUR NATIONAL DE LA  
PECHE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°05-009 du 11 février 2005 portant création de la Direction nationale de la Pêche ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 11 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°09-604/PM-RM du 09 novembre 2005 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Pêche ;



Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Nouhoum BERTHE**, N°Mle 908-58.B, Vétérinaire et Ingénieur de l'Elevage, est nommé **Directeur national** de la Pêche.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge le Décret n°2014-0427/P-RM du 10 juin 2014 portant nomination de Monsieur **Mady Maténé KEITA**, N°Mle 771-23 L, Ingénieur des Eaux et Forêts, en qualité de **Directeur national de la Pêche**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,**  
**Madame KANÉ Rokia MAGUIRAGA**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0381/P-RM DU 04 JUIN 2019**  
**PORTANT NOMINATION AU MINISTERE DE**  
**L'ELEVAGE ET DE LA PECHE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Ministère de l'Elevage et de la Pêche en qualité de :

**Conseiller technique :**

- Monsieur **Mady Maténé KEITA**, N°Mle 771-23.L, Ingénieur des Eaux et Forêts ;

**Chargés de mission :**

- Monsieur **Hamidou TRAORE**, Juriste ;  
- Monsieur **Amadou Alassane SY**, Agent commercial.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Elevage et de la Pêche,**  
**Madame KANÉ Rokia MAGUIRAGA**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0382/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT NOMINATION DU CHEF DE CABINET  
DU MINISTRE DE LA PROMOTION DE LA  
FEMME, DE L'ENFANT ET DE LA FAMILLE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Daniel COULIBALY**, Ingénieur des Travaux agricoles, est nommé **Chef de Cabinet** du ministre de la Promotion de la Femme, de l'Enfant et de la Famille.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de la Promotion de la Femme,  
de l'Enfant et de la Famille,  
Docteur DIAKITE Aïssata TRAORE**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie  
et des Finances,  
Docteur Boubou CISSE**

**DECRET N°2019-0383/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT NOMINATION DU RECTEUR DE  
L'UNIVERSITE DES SCIENCES SOCIALES ET DE  
GESTION DE BAMAKO**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°2011-021/P-RM du 28 septembre 2011, ratifiée, portant création de l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2011-731/P-RM du 03 novembre 2011 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Balla DIARRA**, N°Mle 902-52.V, Professeur de l'Enseignement supérieur, est nommé **Recteur** de l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako.

**Article 2** : Le présent décret qui abroge le Décret n°2013-457/P-RM du 23 mai 2013 portant nomination de Monsieur **Samba DIALLO**, N°Mle 396-85.X, Maître de Conférences, en qualité de **Recteur** de l'Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur**  
**et de la Recherche scientifique,**  
**Professeur Mahamoudou FAMANTA**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0384/P-RM DU 04 JUIN 2019**  
**PORTANT NOMINATION DU RECTEUR DE**  
**L'UNIVERSITE DES LETTRES ET DES SCIENCES**  
**HUMAINES DE BAMAKO**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°2011-019/P-RM du 28 septembre 2011 portant création de l'Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2011-736/P-RM du 03 novembre 2011 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er** : Monsieur **Idrissa Soïba TRAORE**, N°Mle 963-71.R, Maître de Conférences, est nommé **Recteur** de l'Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako.

**Article 2** : Le présent décret qui abroge le Décret n°2013-459/P-RM du 23 mai 2013 portant nomination de Monsieur **Macki SAMAKE**, N°Mle 394-51.H, Maître de Conférences, en qualité de **Recteur** de l'Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur**  
**et de la Recherche scientifique,**  
**Professeur Mahamoudou FAMANTA**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0385/P-RM DU 04 JUIN 2019**  
**PORTANT NOMINATION DU RECTEUR DE**  
**L'UNIVERSITE DES SCIENCES, DES TECHNIQUES**  
**ET DES TECHNOLOGIES DE BAMAKO**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°2011-020/P-RM du 28 septembre 2011, ratifiée, portant création de l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2011-740/P-RM du 03 novembre 2011 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Ouaténi DIALLO**, N°Mle 902-11.Y, Professeur de l'Enseignement supérieur, est nommé **Recteur** de l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako.

**Article 2 :** Le présent décret qui abroge le Décret n°2013-460/P-RM du 23 mai 2013 portant nomination de Monsieur **Adama Diana KEITA**, N°Mle 929-30.V, Professeur, en qualité de **Recteur** de l'Université des Sciences, des Techniques et des Technologies de Bamako, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur  
et de la Recherche scientifique,**  
**Professeur Mahamoudou FAMANTA**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0386/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR  
GENERAL DE L'INSTITUT ZAYED DES SCIENCES  
ECONOMIQUES ET JURIDIQUES DE BAMAKO**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°2016-054 du 20 décembre 2016 portant création de l'Institut Zayed des Sciences économiques et juridiques de Bamako ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2017-0970/P-RM du 18 décembre 2017 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Institut Zayed des Sciences économiques et juridiques de Bamako ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Abdoul Kadri Idrissa Arbouna MAIGA**, N°Mle 974-60.D, Professeur de l'Enseignement supérieur, est nommé **Directeur général** de l'Institut Zayed des Sciences économiques et juridiques de Bamako.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Enseignement supérieur  
et de la Recherche scientifique,**  
**Professeur Mahamoudou FAMANTA**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie  
et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0387/P-RM DU 04 JUIN 2019  
PORTANT NOMINATION AU CABINET DU  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Cabinet du ministre de l'Agriculture, en qualité de :

**Chef de Cabinet :**

- Monsieur **Amar HAIDARA**, N°Mle 0145-593.X, Administrateur de l'Action sociale ;

**Chargés de mission :**

- Monsieur **Mamadou TRAORE**, Gestionnaire des Ressources humaines ;

- Monsieur **Lougaye ALMOULOU**, Journaliste ;

- Monsieur **Boubacar GORO**, Juriste ;

- Monsieur **Boubacar DICKO**, Gestionnaire en informatique ;

**Attaché de Cabinet :**

- Monsieur **Abdoulaye Aliou MAIGA**, Gestionnaire ;

**Secrétaire particulier :**

- Monsieur **Fernad DEMBELE**, N°Mle 0132-854.W, Attaché d'Administration.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Agriculture,**  
**Moulaye Ahmed BOUBACAR**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie**  
**et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----  
**DECRET N°2019-0388/P-RM DU 04 JUIN 2019**  
**PORTANT NOMINATION AU CABINET DU**  
**MINISTRE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°142/PG-RM du 14 août 1975, modifié, fixant les conditions et modalités d'octroi des indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012, modifié, fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014, modifié, fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Sont nommés au Cabinet du ministre des Maliens de l'Extérieur, en qualité de :

**Chef de Cabinet :**

- Monsieur **Cheick Oumar COULIBALY**, N°Mle 0123-656.T, Professeur de l'Enseignement supérieur ;

**Chargés de mission :**

- Monsieur **Mamadou Lazare TRAORE**, Juriste ;
- Madame **Sokonassa DIOUARA**, Sociologue ;
- Monsieur **Aboubacar CAMARA**, Juriste ;

**Attaché de Cabinet :**

- Monsieur **Yacouba DOUMBIA**, Agent commercial.

**Article 2 :** Le présent décret, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,**  
**Amadou KOITA**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

-----

**DECRET N°2019-0389/P-RM DU 04 JUIIN 2019  
PORTANT APPROBATION DE LA CONVENTION  
DE CONCESSION POUR LA REALISATION EN  
BOOT (BUILD, OWN, OPERATE AND TRANSFER)  
DE LA CENTRALE SOLAIRE PHOTOVOLTAIQUE  
DE 25 MWC A KOUTIALA**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance n°00-019/P-RM du 15 mars 2000, modifiée, portant organisation du secteur de l'Electricité ;

Vu le Décret n°2014-0256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2015-0604/P-RM du 25 septembre 2015, modifié, portant Code des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2019-0317/P-RM du 22 avril 2019 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2019-0328/P-RM du 05 mai 2019 portant nomination des membres du Gouvernement,

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1er :** Est approuvée la Convention de concession, pour la réalisation en BOOT (Build, Own, Operate and Transfer) de la centrale solaire photovoltaïque de 25MwC à Koutiala, conclue entre le Gouvernement de la République et le Groupement ACCESS/EREN/AFRICA INVEST-SA/TSK, pour un montant de 23 milliards 808 millions de francs CFA hors taxes et hors droits de douanes, une durée de construction de seize (16) mois et une durée d'exploitation de vingt-huit (28) mois.

**Article 2 :** Le ministre de l'Energie et de l'Eau, le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances et le ministre délégué auprès du Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,**  
**Sambou WAGUE**

**Le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre délégué auprès du Le Premier ministre, ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget,**  
**Madame BARRY Aoua SYLLA**

**DECRET N°2019-0390/P-RM DU 04 JUI 2019 PORTANT NOMINATION DU HAUT REPRESENTANT DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE POUR LE CLIMAT**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n° 2016-0863/P-RM du 08 novembre 2016 fixant l'organisation de la Présidence de la République ;

Vu le Décret n°2014-0792/P-RM du 14 octobre 2014 fixant le taux mensuel de la prime de fonction spéciale accordée aux Conseillers spéciaux du Président de la République ;

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Hussein Alfa NAFO** est nommé **Haut Représentant du Président de la République pour le Climat**.

Il a rang de Conseiller spécial du Président de la République.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2019-0391/P-RM DU 04 JUI 2019 PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER SPECIAL DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2016-0863/P-RM du 08 novembre 2016 fixant l'organisation de la Présidence de la République ;

Vu le Décret n°2014-0792/P-RM du 14 octobre 2014 fixant le taux mensuel de la prime de fonction spéciale accordée aux Conseillers spéciaux du Président de la République,

**DECRETE :**

**Article 1er :** Monsieur **Alioune SALL** est nommé **Conseiller spécial** du Président de la République.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2019-0392/P-RM DU 04 JUI 2019 PORTANT ABROGATION DU DECRET N°2016-0036/P-RM DU 4 FEVRIER 2016 PORTANT NOMINATION D'UN CONSEILLER SPECIAL DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

**DECRETE :**

**Article 1er :** Le Décret n°2016-0036/P-RM du 4 février 2016 portant nomination de Monsieur **Hussein Alfa NAFO** en qualité de **Conseiller spécial** du Président de la République, est abrogé.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

-----

**DECRET N°2019-0393/P-RM DU 04 JUI 2019 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE A TITRE POSTHUME**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux,

**DECRETE :**

**Article 1er :** **Feu Honorable Mody N'DIAYE**, Député à l'Assemblée nationale, est nommé au grade d'**Officier de l'Ordre national du Mali**, à titre posthume.

**Article 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**DECRET N°2019-0394/P-RM DU 04 JUIN 2019 PORTANT ATTRIBUTION DE DISTINCTION HONORIFIQUE A TITRE POSTHUME ET ETRANGER**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°63-31/AN-RM du 31 mai 1963 portant création des Ordres nationaux de la République du Mali ;

Vu la Loi n°91-053/AN-RM du 26 février 1991 portant création de la Grande Chancellerie des Ordres nationaux ;

Vu l'Ordonnance n°40/CMLN du 25 septembre 1974 portant création des distinctions militaires ;

Vu l'Ordonnance n°2016-020/P-RM du 18 août 2016, modifiée, portant Statut général des Militaires,

**DECRETE :**

**Article 1er :** La Médaille de la Croix de la Valeur militaire est décernée, à titre posthume et étranger, à l'Adjudant-chef **LASISI Moshood, MI 76 273** militaire du contingent nigérian de la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies au Mali (MINUSMA).

**Article 2 :** Le Grand Chancelier des Ordres nationaux du Mali est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 04 juin 2019**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**ARRETES**

**MINISTERE DE L'AGRICULTURE**

**ARRETE N°2019-0300/MA-SG DU 19 FEVRIER 2019 PORTANT CREATION DU COMITE NATIONAL DE PILOTAGE, DE L'UNITE DE COORDINATION, DES COMITES REGIONAUX DE COORDINATION ET DES UNITES REGIONALES DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTIVITE ET LA DIVERSIFICATION AGRICOLE DANS LES ZONES ARIDES DU MALI (PDAZAM)**

**LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE,**

**ARRETE :**

**CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**ARTICLE 1er :** Le présent arrêté crée le Comité National de Pilotage, l'Unité de Coordination, les Comités Régionaux et les Unités Régionales du Projet de Développement de la Productivité et la Diversification Agricole dans les Zones Arides du Mali (PDAZAM).

**CHAPITRE II : DU COMITE NATIONAL DE PILOTAGE**

**SECTION I : DES ATTRIBUTIONS DU COMITE NATIONAL DE PILOTAGE**

**ARTICLE 2 :** Le Comité National de Pilotage est chargé :

- de définir les orientations stratégiques du projet ;
- de valider toute modification ou mise à jour du Manuel d'Exécution du Projet ;
- de superviser la mise en œuvre du projet ;
- d'approuver les programmes de travail et budgets annuels (PTBA)
- d'approuver les rapports d'activités ;
- d'examiner les rapports d'audit externe du projet ;
- de veiller au respect des engagements des différentes parties relatives à l'exécution technique et financière du projet.

**SECTION II : DE LA COMPOSITION ET DU FONCTIONNEMENT DU COMITE NATIONAL DE PILOTAGE**

**ARTICLE 3 :** Le Comité National de Pilotage comprend :

**Président :** le ministre chargé de l'Agriculture ou son représentant ;

**Membres :**

- un (1) représentant du ministre chargé des Finances ;
- un (1) représentant du ministre chargé de la Solidarité ;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'Administration Territoriale ;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'Environnement ;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'Eau ;
- un (1) représentant du ministre chargé de l'Équipement ;
- le président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali ;
- un (1) représentant du Commissariat la Sécurité Alimentaire ;
- les présidents des Conseils Régionaux de Kayes, de Koulikoro, de Ségou et de Mopti.

La liste nominative des membres du Comité National de Pilotage est fixée par décision du ministre chargé de l'Agriculture.

Le Comité National de Pilotage peut faire appel à toute autre personne dont la compétence est nécessaire.



**ARTICLE 4 :** Le Comité National de Pilotage se réunit en session ordinaire une fois par an sur convocation de son Président.

Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation de son président.

Le secrétariat du Comité National de Pilotage est assuré par l'Unité de Coordination du PDAZAM.

### **CHAPITRE III : DE L'UNITE DE COORDINATION**

#### **SECTION I : DES ATTRIBUTIONS DE L'UNITE DE COORDINATION**

**ARTICLE 5 :** La mise en œuvre du Projet de Développement de la Productivité et la Diversification Agricole dans les Zones Arides du Mali est assurée par l'Agence d'Aménagement des Terres et de Fourniture de l'eau d'Irrigation (ATI) à travers l'Unité de Coordination du Projet.

**ARTICLE 6 :** L'Unité de Coordination du Projet est chargée :

- de coordonner les activités du Projet et de tous les aspects de la gestion, de l'approvisionnement, de la sauvegarde environnementale et sociale, du suivi, de l'évaluation, et de la présentation de rapports ;
- d'élaborer et/ou de procéder à la consolidation des PTBA et des rapports de toutes les parties prenantes au niveau local, en vue de soumettre des documents consolidés au Comité National de Pilotage ;
- de conclure des protocoles d'accord avec les structures et organismes impliqués dans l'exécution du projet ;
- d'exécuter et/ou faire exécuter par les prestataires de services les activités de mise en œuvre du Projet ;
- d'assurer la production des rapports périodiques (mensuels, trimestriels, semestriels et annuels) à soumettre au Comité de Pilotage et à la Banque Mondiale ;
- d'assurer la collecte, l'analyse et le traitement des données et la diffusion régulière des résultats du Projet ;
- d'assurer la bonne circulation des flux d'informations financières et techniques ;
- d'organiser les missions de supervision et les audits de l'ensemble des activités ;
- de réaliser les activités de passation des marchés du Projet ;
- d'assurer la mise en application des recommandations du Comité National de Pilotage.

#### **SECTION II : DE LA COMPOSITION ET DU FONCTIONNEMENT DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET**

**ARTICLE 7 :** L'Unité de Coordination du Projet est dirigée par le Président-Directeur général de l'Agence d'Aménagement des terres et de fourniture de l'Eau d'Irrigation (ATI) ;

En outre, l'UCP comprend une équipe d'experts contractuels recrutés sur une base compétitive, couvrant les fonctions essentielles de la mise en œuvre du Projet. L'équipe d'experts est composée comme suit :

- un Directeur Technique ;
- un Assistant Technique ;
- un Spécialiste en Gestion Financière ;
- un Spécialiste en Passation de marchés ;
- un Spécialiste en Suivi- Evaluation ;
- un Spécialiste en infrastructures rurales ;
- un Spécialiste en Sauvegarde Environnementale et Sociale ;
- un Spécialiste en Protection Sociale ;
- un Spécialiste en Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication (NTIC) ;
- un spécialiste en mise en valeur agricole.

**ARTICLE 8 :** Sous l'autorité de Coordinateur, le Directeur Technique est chargé :

- de planifier et de suivre les activités du Projet ;
- de coordonner techniquement les composantes ;
- de mettre en place les outils de gestion.

**ARTICLE 9 :** L'Assistant Technique est chargé d'appuyer le Coordonnateur et le Directeur Technique pour toutes les questions techniques relatives à la mise en œuvre du Projet.

**ARTICLE 10 :** Le Spécialiste en Gestion Financière est chargé :

- de gérer les ressources financières ;
- d'assurer la gestion administrative et du personnel du Projet ;
- de procéder à l'imputation, à la saisie, à l'édition et au classement des états et pièces comptables ;
- de procéder à l'établissement des états financiers.

**ARTICLE 11 :** Le Spécialiste en Passation de marchés est chargé :

- de veiller au respect des procédures relatives aux acquisitions des biens et services et à la gestion des marchés ;
- d'élaborer les dossiers d'appels d'offres et contribuer à leur publication ;
- de participer à l'organisation des réceptions.

**ARTICLE 12 :** Le Spécialiste en Suivi-évaluation est chargé :

- de mettre en place un dispositif de suivi-évaluation et le rendre fonctionnel ;
- de procéder à l'établissement de la situation de référence et au suivi des indicateurs clés ;
- de procéder à des évaluations périodiques ;
- de préparer des synthèses périodiques des activités du projet et des rapports.

**ARTICLE 13** : Le Spécialiste en infrastructures rurales est chargé :

- d'élaborer les programmes de mise en œuvre de tous les sous-projets d'infrastructures rurales du projet ;
- de concevoir et de mettre en œuvre les sous-projets d'infrastructures rurales ;
- d'assurer le contrôle et la supervision des travaux d'exécution des infrastructures rurales ;
- d'assurer le rapportage de l'état d'exécution de la sous-composante chargée des infrastructures rurales.

**ARTICLE 14** : Le Spécialiste en Sauvegarde environnementale et sociale est chargé :

- de veiller à la mise en œuvre des mesures de sauvegarde environnementale et sociale dans l'exécution des activités ;
- de veiller à la prise en charge des directives environnementales et sociales dans les différents marchés.

**ARTICLE 15** : Le Spécialiste en Protection Sociale est chargé :

- de veiller à la mise en œuvre des actions de développement social dans l'exécution du projet ;
- d'assurer la prise en compte des mesures sociales ;
- d'assurer la gestion de l'ensemble des questions liées au registre social unifié et aux différents transferts monétaires dans le projet.

**ARTICLE 16** : Le Spécialiste en NTIC est chargé :

- de concevoir et de mettre en œuvre toutes les innovations en matières de nouvelles technologie de l'information et de la communication au niveau du projet ;
- d'assurer la communication aux différents niveaux du projet et avec d'autres projets.

**ARTICLE 17** : Le Spécialiste en mise en valeur agricole est chargé des questions de valorisation des terres agricoles du projet.

#### **CHAPITRE IV : DU COMITE REGIONAL DE COORDINATION**

##### **SECTION I : DES ATTRIBUTIONS DU COMITE REGIONAL DE COORDINATION**

**ARTICLE 18** : Le Comité Régional de Coordination est chargé au niveau régional :

- de superviser la mise en œuvre du projet ;
- d'approuver les programmes de travail et budgets annuels (PTBA)
- d'approuver les rapports d'activités ;
- de veiller au respect des engagements des différentes parties relatives à l'exécution technique et financière du projet.

##### **SECTION II : DE LA COMPOSITION ET DU FONCTIONNEMENT DU COMITE REGIONAL DE COORDINATION**

**ARTICLE 19** : Le Comité Régional de Coordination comprend :

**Président** : Le Gouverneur de Région ou son représentant ;

**Membres** :

- un (1) représentant de la Direction Régionale de l'Agriculture ;
- un (1) représentant de la Direction Régionale du Génie Rural ;
- un (1) représentant de la Direction Régionale des Eaux et Forêts ;
- un (1) représentant de la Direction Régionale de l'Assainissement et du Contrôle des Pollutions et des Nuisances ;
- un (1) représentant de la Direction Régionale du Développement Social et de l'Economie Solidaire ;
- un (1) représentant de la Direction Régionale de l'Hydraulique ;
- le Président de la Chambre Régionale d'Agriculture ;
- le Président du Conseil Régional.

La liste nominative des membres du Comité Régional de Coordination est fixée par décision du Gouverneur de Région.

Le Comité Régional de Coordination peut faire appel à toute personne ressource en cas de besoin.

**ARTICLE 20** : Le Comité Régional de Coordination se réunit en session ordinaire deux fois par an sur convocation de son Président. Il peut se réunir en session extraordinaire chaque fois que de besoin sur convocation de son président. Le secrétariat du Comité Régional de Coordination est assuré par l'Unité régionale de Coordination du PDAZAM.

#### **CHAPITRE V : DE L'UNITE REGIONALE DE COORDINATION**

##### **SECTION I : DES ATTRIBUTIONS DE L'UNITE REGIONALE DE COORDINATION**

**ARTICLE 21** : L'Unité Régionale du PDAZAM est chargée :

- de coordonner les activités du Projet, notamment les approvisionnements, les mesures de sauvegarde environnementale et sociale, le suivi-évaluation et l'élaboration ;
- de rendre compte régulièrement à la Coordination Nationale de l'état d'exécution du Projet au niveau régional ;
- de procéder à la consolidation des éléments du PTBA et des rapports de toutes les parties prenantes, en vue de soumettre des documents consolidés au Comité National de Pilotage ;

- d'exécuter et/ou de faire exécuter par les prestataires de services les activités de mise en œuvre du Projet ;
- d'assurer la production des rapports périodiques (mensuels, trimestriels, semestriels et annuels) à soumettre à l'UCP ;
- d'assurer la collecte, l'analyse et le traitement des données du Projet ;
- d'assurer la bonne circulation des flux des informations financières et techniques avec l'UCP ;
- de participer à la mise en application des recommandations du Comité national de Pilotage, des missions de supervision et des audits.

## **SECTION II : DE LA COMPOSITION ET DU FONCTIONNEMENT DE L'UNITE REGIONALE DE COORDINATION**

**ARTICLE 22 :** L'Unité Régionale du Projet de Développement de la Productivité et la Diversification Agricole dans les Zones Arides du Mali est dirigé par un Coordinateur régional.

Outre le Coordinateur, l'Unité comprend une équipe d'experts contractuels recrutés sur une base compétitive, couvrant les fonctions essentielles de la mise en œuvre du Projet.

L'équipe d'experts est composée comme suit :

- un (1) Spécialiste Génie Rural ;
- un (1) Spécialiste en Développement Social.

**ARTICLE 23 :** Le Coordinateur régional est chargé :

- de planifier et de suivre les activités de l'Unité Régionale de Coordination ;
- de coordonner techniquement les composantes ;
- de mettre en place les outils de gestion technique.

**ARTICLE 24 :** Le Spécialiste Génie rural est chargé :

- de contribuer à l'élaboration des programmes d'exécution des sous-projets d'infrastructures rurales ;
- de participer à la réalisation des études et au contrôle/supervision des sous-projets d'infrastructures rurales.

**ARTICLE 25 :** Le Spécialiste en Développement Social est chargé :

- de veiller à la mise en œuvre des orientations du PDAZAM en matière de développement social dans la région ;
- d'assurer la prise en compte des mesures sociales ;
- de mettre en œuvre les mesures sociales dans le cadre de la réinstallation des populations (CPRP).

## **CHAPITRE VI : DISPOSITIONS FINALES**

**ARTICLE 26 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 19 février 2019**

**le ministre,  
Docteur Nango DEMBELE**

**MINISTERE DU COMMERCE ET DE LA  
CONCURRENCE**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2019-0934/MCC/MEF/MT-SG DU 05 AVRIL 2019 PORTANT CREATION DU COMITE NATIONAL DE FACILITATION DES ECHANGES**

**LE MINISTRE DU COMMERCE ET DE LA CONCURRENCE,**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**LE MINISTRE DES TRANSPORTS,**

**ARRESENT :**

**CHAPITRE 1: DE LA CREATION ET DES MISSIONS**

**ARTICLE 1er :** Il est créé un Comité National de Facilitation des Echanges.

**ARTICLE 2 :** Le Comité National de Facilitation des Echanges a pour objet d'assurer la coordination et la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de Facilitation des Echanges de l'Organisation Mondiale du Commerce.

A ce titre, il a pour attributions :

- d'élaborer et mettre en œuvre le plan national annuel de travail en cohérence avec l'agenda de mise en œuvre de l'Accord sur la Facilitation des Echanges ;

- d'élaborer un plan de mobilisation des ressources pour financer les mesures de la catégorie C ;

- de veiller au suivi des activités des sous-groupes sur la Facilitation des Echanges ;

- d'élaborer et publier les rapports de simplification des procédures documentées en ligne pour l'importation, l'exportation et le transit ;

- de contribuer au renforcement des capacités des acteurs nationaux ;

- de suivre la mise en œuvre des réformes de la Facilitation des Echanges, notamment la mise en œuvre des engagements de l'AFE de l'OMC ;

- de proposer et suivre des projets/programmes en matière de l'AFE ;

- de formuler des recommandations pour la mise en œuvre de l'AFE au niveau national ;

- de veiller sur la régularité des différentes notifications ;

- de préparer la position nationale de négociation en matière de facilitation des Echanges ;

- de suivre et évaluer les activités du Trade Portal ;

- de recueillir et diffuser des informations et les meilleures pratiques en matière de Facilitation des Echanges.

### **CHAPITRE 2 : DE LA COMPOSITION**

**ARTICLE 3** : Le Comité National de Facilitation des Echanges est composé comme suit :

**Président** : Le Secrétaire Général du ministère en charge du Commerce ;

#### **Membres :**

- le Conseiller technique du ministère en charge du Commerce, chargé du commerce extérieur ;

- le Conseiller technique du ministère en charge des Finances, chargé des questions douanières ;

- le Conseiller technique du ministère en charge des Transports, chargé des questions de transports ;

- le Directeur Général du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence ;

- le Directeur Général des douanes ;

- le Directeur National des Transports Terrestres, Maritimes et Fluviaux ;

- le Directeur National des Services Vétérinaires ;

- le Directeur Général de la Police Nationale ;

- le Directeur Général de la Gendarmerie Nationale ;

- le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali ;

- le Président du Conseil National du Patronat du Mali ;

- le Président du Conseil Malien des Chargeurs ;

- le Président du Conseil Malien des Transporteurs Routiers;

- le Président de la Fédération Nationale des Transitaires du Mali ;

- le Chef de la Cellule Technique des Réformes du Climat des Affaires ;

- trois représentants des associations de consommateurs.

**ARTICLE 4** : Le Comité peut s'adjoindre, en tant que de besoin, toute autre compétence jugée nécessaire à la réalisation de ses missions.

### **CHAPITRE 3 : DU FONCTIONNEMENT**

**ARTICLE 5** : Le secrétariat du comité est assuré par la Direction Générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence.

**ARTICLE 6** : Le Comité se réunit une fois par trimestre ou en cas de besoin sur convocation de son Président.

Il soumet un rapport annuel aux ministres chargés du Commerce, des Finances et des Transports.

**ARTICLE 7** : Le fonctionnement du comité est assuré par le budget national, les contributions des partenaires techniques et financiers et le secteur privé.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 05 avril 2019**

**Le ministre,**  
**Alhassane AG HAMED MOUSSA**

**Le ministre,**  
**Docteur Boubou CISSE**

**Le ministre,**  
**Soumana Mory COULIBALY**

## ANNONCES ET COMMUNICATIONS

ETAT : MALI

Etablissement : BNDA

Date d'arrêté : 30/06/2018

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
1	CAISSE-BANQUE CENTRALE CCP	46 764	42 805
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	82 107	87 645
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	17 906	13 132
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	298 819	317 273
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	-	-
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	664	664
7	ACTIONNAIRES ET ASSOCIES	-	-
8	AUTRES ACTIFS	3 886	3 006
9	COMPTES DE REGULARISATION	934	1 449
10	<b>PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A L T</b>	-	-
11	PART DANS LES ENTREPRISES LIEES	66	66
12	PRETS SUBORDONNES	-	-
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	549	463
14	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>17 570</b>	<b>17 695</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>469 265</b>	<b>484 199</b>

Etablissement : BNDA

Date d'arrêté : 30/06/2018

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
1	BANQUE CENTRALE - CCP	-	-
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	126 633	111 537
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	257 617	286 320
4	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	-	-
5	AUTRES PASSIF	19 488	18 510
6	COMPTES DE REGULARISATION	2 837	3 327
7	PROVISIONS	13 266	14 174
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	-	-
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILES	49 424	50 330
10	<b>CAPITAL SOUSCRIPT</b>	<b>26 522</b>	<b>29 869</b>
11	PRIMES LIEES AUX CAPITAL	-	-
12	RESERVES	8 763	10 104
13	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
14	PROVISIONS REGLEMENTÉES	-	-
15	<b>REPORT A NOUVEAU</b>	<b>5 196</b>	<b>5 203</b>
16	RESULTAT	8 943	5 154
	<b>TOTAL</b>	<b>469 265</b>	<b>484 199</b>

Etablissement : BNDA

Date d'arrêté : 30/06/2018

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	15 354	25 773
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	38 133	35 947
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	-	-
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	-	-
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	227 007	240 934
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES		

Etablissement : BNDA

Date d'arrêté : 30/06/2018

POSTE	PRODUITS/CHARGES	30/06/2018
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	16 674
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	4 197
3	REVENU DES TITRES A REVENU VARIABLE	-
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	2 995
5	COMMISSIONS (CHARGES)	70
6	GAINS ET PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	-
7	GAINS ET PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	-
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 176
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 625
10	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>17 953</b>
11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	-
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATIONS	8 561
13	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	1 263
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	8 129
15	<b>COUT DU RISQUE</b>	<b>2 975</b>
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	5 154
17	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>5 154</b>
18	<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>	-
19	<b>RESULTAT NET</b>	<b>5 154</b>

**BILAN**

Etablissement : BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL SA (BCS-SA).  
ETAT : MALI

Date d'arrêté : 2018/01/01      D0045      E      AC0      01      1  
CIB      LC      D      F      M

(en millions F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	4 881	9 556
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	36 905	29 004
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	312	879
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	88 514	89 387
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	0	0
6	<b>ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE</b>	<b>102</b>	<b>102</b>
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
8	AUTRES ACTIFS	2 109	717
9	COMPTES DE REGULARISATION	349	399
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	104	<b>104</b>
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	<b>0</b>
12	PRETS SUBORDONNES	0	0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	145	148
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 370	5 073
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>137 790</b>	<b>135 369</b>

**BILAN**

Etablissement : BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL SA (BCS-SA).  
ETAT : MALI

Date d'arrêté : 2018/01/01      D0045      E      AC0      01      1  
CIB      LC      D      F      M

(en millions F CFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
1	BANQUE CENTRALE, CCP	0	0
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	46 843	42 643
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	63 407	63 660
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	0	0
5	AUTRES PASSIFS	2 271	1 287
6	<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>	<b>224</b>	<b>36</b>
7	PROVISIONS	653	653
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	0	0
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	24 392	27 090
10	CAPITAL SOUSCRIT	<b>14 300</b>	<b>14 300</b>
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	0	<b>0</b>
12	RESERVES	6 886	9 138
13	ECARTS DE REEVALUATION	0	0
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	400	450
16	RESULTAT DE L'EXERCICE	2 805	3 202
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>137 790</b>	<b>135 369</b>

**BILAN**

Etablissement : BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL SA (BCS-SA).  
ETAT : MALI

Date d'arrêté : 2018/01/01      D0045      E      AC0      01      1  
CIB      LC      D      F      M

(en millions F CFA)

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>50 867</b>	<b>44 406</b>
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	8 325	5 918
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	42 542	38 488
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>74 353</b>	<b>70 607</b>
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	6 000	1 200
5	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	68 353	69 407
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

**COMPTE DE RESULTAT**

Etablissement : BANQUE COMMERCIALE DU SAHEL SA (BCS-SA)  
ETAT : Mali

Date d'arrêté : 2018/06/30      D0044      E      AC0      01      1  
CIB      LC      D      F      M

PRODUITS/CHARGES	POSTE	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	1	7 202	3 231
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2	3 095	1 466
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	3	13	0
COMMISSIONS (PRODUITS)	4	1 967	669
COMMISSIONS (CHARGES)	5	436	201
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	6	871	280
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	7	2 218	1 022
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	8	2 700	1 442
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	9	29	18
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>10</b>	<b>11 412</b>	<b>4 960</b>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11	-	-
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	12	6 406	2 409
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS	13	668	273
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>14</b>	<b>4 338</b>	<b>2 278</b>
COUT DU RISQUE	15	-1 258	911
RESULTAT D'EXPLOITATION	16	<b>3 080</b>	<b>3 189</b>
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	17	16	13
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>18</b>	<b>3 096</b>	<b>3 202</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES	19	291	0
<b>RESULTAT NET</b>	<b>20</b>	<b>2 805</b>	<b>3 202</b>



Date d'arrêté : 30/06/2018

PU01

LC : C

CIB : D0045

BILAN

Etablissement : BANK OF AFRICA – MALI

ACTIF		POSTE	MONTANTS NETS	
			Exercice N-1	Exercice N
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	1	15 789	52 802
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	2	102 275	88 612
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	3	15 852	8 810
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	4	249 365	262 164
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	5	6 241	5 819
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	6	20 964	14 823
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	7		
8	AUTRES ACTIFS	8	17 304	10 763
9	COMPTES DE REGULARISATION	9	2 355	3 181
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	10	798	1 048
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	11		
12	PRETS SUBORDONNES	12		0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13	583	521
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14	25 594	31 987
15	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>15</b>	<b>457 121</b>	<b>480 530</b>

Date d'arrêté : 30/06/2018

PU01

LC : C

CIB : D0045

BILAN

Etablissement : BANK OF AFRICA – MALI

PASSIF		POSTE	MONTANTS NETS	
			Exercice N-1	Exercice N
1	BANQUE CENTRALE, CCP	1		
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	2	75 404	58 164
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	3	328 725	367 752
4	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE	4		
5	AUTRES PASSIFS	5	5 499	8 702
6	COMPTES DE REGULARISATION	6	4 324	4 666
7	PROVISIONS	7	4 214	3 386
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	8		
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	9	41 348	37 859
10	CAPITAL SOUSCRIT	10	15 450	15 450
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	11	5 490	5 490
12	RESERVES	12	6 671	7 800
13	ECARTS DE REEVALUATION	13		
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	14		
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	15	4 914	4 554
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	16	6 430	4 564
17	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>17</b>	<b>457 121</b>	<b>480 530</b>

Date d'arrêté : 30/06/2018

CIB : D0045

Etablissement : BANK OF AFRICA – MALI

PU02

HORS BILAN

HORS BILAN	POSTE	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		179 292	183 825
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1	978	3 246
ENGAGEMENT DE GARANTIE	2	178 314	180 579
ENGAGEMENTS SUR TITRES	3		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		<b>333 512</b>	<b>295 698</b>
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4		
ENGAGEMENT DE GARANTIE	5	333 512	295 698
ENGAGEMENTS SUR TITRES	6		

Date d'arrêté : 30/06/2018

CIB : D0045

Etablissement : BANK OF AFRICA – MALI

PU03

Compte de résultat

PRODUITS/CHARGES	POSTE	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>	1	24 172	11 864
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2	11 483	5 683
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	3	511	508
COMMISSIONS (PRODUITS)	4	3 733	3 104
COMMISSIONS (CHARGES)	5	667	209
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	6	968	771
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	7	8 372	3 357
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	8	2 475	854
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	9	1 308	169
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>10</b>	<b>28 790</b>	<b>14 397</b>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11		
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	12	16 145	8 063
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	13	2 341	1 190
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>14</b>	<b>10 305</b>	<b>5 144</b>
COUT DU RISQUE	15	3 669	409
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>16</b>	<b>6 636</b>	<b>4 735</b>
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	17	189	26
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>18</b>	<b>6 825</b>	<b>4 761</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES	19	395	197
<b>RESULTAT NET</b>	<b>20</b>	<b>6 430</b>	<b>4 564</b>

**BILAN**

Etablissement : BICIM  
ETAT : MALI

2018/06/30  
C date d'arrêté

D0089      A  
CIB            LC

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	8 648	23 891
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILES	10 746	10 534
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	12 280	10 732
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	76 096	83 952
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXES	0	102
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	0
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
8	AUTRES ACTIFS	4 852	2 967
9	COMPTES DE REGULARISATION	179	377
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	118	118
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	0
12	PRETS SUBORDONNES	0	0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	151	108
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 079	993
	<b>TOTAL</b>	<b>114 149</b>	<b>133 774</b>

Etablissement : BICIM  
ETAT : MALI

2018/06/30  
C date d'arrêté

D0089      A  
CIB            LC

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	BANQUES CENTRALE, CCP	0	0
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	20 604	18 674
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	76 973	96 816
4	DETTES REPRESENTES PAR UN TITRE	0	0
5	AUTRES PASSIFS	1 318	1 299
6	COMPTES DE REGULARISATION	977	2 019
7	PROVISIONS	1 327	1 331
8	EMPRUNTS ET TITRES SUBORDONNES	0	0
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	0	0
10	CAPITAL SOUSCRIT	10 000	10 000
11	PRIMES LIES AU CAPITAL	0	0
12	RESERVES	2 329	2 869
13	ECARTS DE REEVALUATION	0	0
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
15	<b>REPORT A NOUVEAU (+/-)</b>	<b>50</b>	<b>52</b>
16	<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)</b>	<b>571</b>	<b>714</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>114 149</b>	<b>133 774</b>

Etablissement : BICIM  
 ETAT : MALI

2018/06/30  
 C date d'arrêté

D0089          A  
 CIB              LC

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
	ENGAGEMENTS DONNES	0	0
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	7 425	11 081
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	7 356	12 070
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0
	ENGAGEMENTS RECUS	0	0
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	0	0
5	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	137 768	143 445
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	0	0

Etablissement : BICIM  
 ETAT : MALI

#### COMPTE DE RESULTAT

2018/06/30  
 C date d'arrêté

D0089          A  
 CIB              LC

POSTE	PRODUITS CHARGES	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	3 792	3 613
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	951	793
3	REVENUS DES TITRES A REVENU	0	0
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	1 444	1 695
5	COMMISSIONS (CHARGES)	216	196
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	0	0
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	0
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	78	73
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	436	73
10	PRODUIT NET BANCAIRE	3 711	4 319
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	3 180	2 994
13	DAP DES IMMO INCORP ET CORP	199	213
14	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	332	1 112
15	COUT DE RISQUE	312	196
16	RESULTAT D'EXPLOITATION	20	916
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	98	36
18	RESULTAT AVANT IMPOT	118	952
19	IMPOT SUR LES BENEFICES	0	238
20	<b>RESULTAT NET</b>	<b>118</b>	<b>714</b>

## BILAN

Etablissement : ECOBANK MALI  
 ETAT : MALI

C 2018/06/30 D0090 B  
 C date d'arrêté CIB LC

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		PRO FORMA 31/12/2017	30/06/2018
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	17 207	19 884
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	169 716	170 019
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	84 209	49 954
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	189 248	184 088
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	21 116	19 251
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	11 003	11 003
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	-	-
8	AUTRES ACTIFS	12 892	9 723
9	COMPTES DE REGULARISATION	880	902
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	83	83
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-
12	PRETS SUBORDONNES	251	257
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11	8
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 309	24 988
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>531 925</b>	<b>490 160</b>

## BILAN

Etablissement : ECOBANK MALI  
 ETAT : MALI

C 2018/06/30 D0090 B  
 C date d'arrêté CIB LC

(en millions de F CFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		PRO FORMA 31/12/2017	30/06/2018
1	BANQUES CENTRALES, CCP	-	-
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	145 565	98 605
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	340 549	340 986
4	DETTES REPRESENTES PAR UN TITRE	-	-
5	AUTRES PASSIFS	5 917	5 930
6	COMPTES DE REGULARISATION	5 840	9 306
7	PROVISIONS	32	32
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	2 016	1 329
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	32 006	33 971
10	CAPITAL SOUSCRIT	10 000	10 000
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	100	100
12	RESERVES	12 408	18 531
13	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	4 676	-
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	4 822	5 340
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>531 925</b>	<b>490 160</b>

**HORS BILAN**

Etablissement : ECOBANK MALI  
ETAT : MALI

C 2018/06/30 D0090 B  
C date d'arrêté CIB LC

(en millions de F CFA)

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>60 685</b>	<b>31 974</b>
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	17 646	4 087
2	ENGAGEMENT DE GARANTIE	43 039	27 887
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>121 981</b>	<b>111 114</b>
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	27 806	14 910
5	ENGAGEMENT DE GARANTIE	94 175	96 204
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES		

**COMPTE DE RESULTAT**

Etablissement : ECOBANK MALI  
ETAT : MALI

C 2018/06/30 D0090 B  
C date d'arrêté CIB LC

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	30/06/2018
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		11 678
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES		- 3 838
3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE		-
4	COMMISSIONS (PRODUITS)		5 962
5	COMMISSIONS (CHARGES)		- 2 021
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION		5 922
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES		-
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		111
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		- 90
10	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>17 723</b>
11	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		-
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		- 9 427
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		- 1 054
14	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>7 242</b>
15	COUT DU RISQUE		-1 810
16	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>5 432</b>
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES		13
18	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>5 445</b>
19	IMPOTS SUR LES BENEFICES		-105
20	<b>RESULTAT NET</b>		<b>5 340</b>

**BILAN**

Etablissement : Banque Malienne de Solidarité BMS-SA  
 ETAT : MALI

2018/06/30 ML102 P  
 C date d'arrêté CIB LC

(en millions de F CFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	59 555	53 708
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILES	0	0
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	50 156	24 955
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	370 576	421 918
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	126 143	124 465
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	0	196
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	0	0
8	AUTRES ACTIFS	3 272	31 198
9	COMPTES DE REGULARISATION	37 901	1 442
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	1 022	1 022
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	0	
12	PRETS SUBORDONNES	0	0
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	459	482
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	69 724	70 909
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>718 807</b>	<b>730 295</b>

**BILAN**

Etablissement : Banque Malienne de Solidarité BMS-SA  
 ETAT : MALI

2018/06/30 ML102 P  
 C date d'arrêté CIB LC

(en millions de F CFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	BANQUE CENTRALE, CCP	0	0
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	184 077	182 061
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	433 564	439 142
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	0	0
5	AUTRES PASSIFS	2 462	28 300
6	COMPTES DE REGULARISATION	32 216	14 530
7	PROVISIONS	656	656
8	EMPRUNTS ET TITRES SUBORDONNES	881	881
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	64 949	64 725
10	CAPITAL SOUSCRIT	34 595	34 595
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	3 523	3 523
12	RESERVES	4 090	5 580
13	ECARTS DE REEVALUATION	9 825	9 825
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	5 411	8 698
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	7 505	2 504
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>718 807</b>	<b>730 295</b>

## HORS BILAN

Etablissement : Banque Malienne de Solidarité BMS-SA  
ETAT : MALI

2018/06/30 ML102 P  
C date d'arrêté CIB LC

(en millions de F CFA)

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	12 915	17 031
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	87 709	87 641
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		-
5	ENGAGEMENT DE GARANTIE	141 518	148 027
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES		

## COMPTE DE RESULTAT

Etablissement : Banque Malienne de Solidarité BMS-SA  
ETAT : MALI

2018/06/30 ML102 P  
C date d'arrêté CIB LC

(en millions de FCFA)

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	29 370	16 735
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	15 076	8 996
3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	14	-
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	9 472	4 973
5	COMMISSIONS (CHARGES)	1 370	493
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DE NEGOCIATION	-	-
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DE PLACEMENT ET ASSIMILES	8 684	1 330
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 617	2 158
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	433	88
10	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>34 277</b>	<b>15 618</b>
11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT	-	750
12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	21 844	11 219
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	4 205	2 390
14	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>8 228</b>	<b>2 759</b>
15	COUT DU RISQUE	2 266	587
16	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>5 962</b>	<b>2 172</b>
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	2 163	333
18	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>8 126</b>	<b>2 505</b>
19	IMPOTS SUR LES BENEFICES	621	0
20	<b>RESULTAT NET</b>	<b>7 505</b>	<b>2 504</b>



Date d'arrêté : 30/06/2018

PU01

LC : X

CIB : D0109

BILAN

Etablissement : BSIC – MALI

ACTIF		POSTE	MONTANTS NETS	
			Exercice N-1	Exercice N
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	1	3,898	5,719
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	2		
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	3	381	492
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	4	125,245	123,584
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	5	13,571	16,431
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	6	246	246
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	7		
8	AUTRES ACTIFS	8	3,009	2,561
9	COMPTES DE REGULARISATION	9	218	610
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	10		
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	11		
12	PRETS SUBORDONNES	12		
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	13	902	1,031
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	14	11,558	12,144
15	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>15</b>	<b>159.028</b>	<b>162.818</b>

Date d'arrêté : 30/06/2018

PU01

LC : X

CIB : D0109

BILAN

Etablissement : BSIC – MALI

PASSIF		POSTE	MONTANTS NETS	
			Exercice N-1	Exercice N
1	BANQUE CENTRALE, CCP	1		
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	2	74.908	79.558
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	3	59.046	58.028
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	4		
5	AUTRES PASSIFS	5	6.024	6.701
6	COMPTES DE REGULARISATION	6	1.361	1.116
7	PROVISIONS	7	604	612
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	8		
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	9	17.085	16.803
10	CAPITAL SOUSCRIT	10	11.000	11.000
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	11		
12	RESERVES	12	3.618	4.517
13	ECARTS DE REEVALUATION	13		
14	PROVISIONS REGLEMENTEES	14		
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	15		
16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	16	2.467	1.286
17	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>17</b>	<b>159.028</b>	<b>162.818</b>

Date d'arrêté : 30/06/2018

PU02

LC : X

CIB : D0109

HORS BILAN

Etablissement : BSIC – MALI

HORS BILAN	POSTE	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		52.806	29.446
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	1	6.106	7.517
ENGAGEMENT DE GARANTIE	2	46.700	21.929
ENGAGEMENTS SUR TITRES	3		
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		56.578	80.851
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	4		
ENGAGEMENT DE GARANTIE	5	56.578	80.851
ENGAGEMENTS SUR TITRES	6		

Date d'arrêté : 30/06/2018

PU03

LC : X

CIB : D0109

COMPTE DE RESULTAT

Etablissement : BSIC – MALI

PRODUITS/CHARGES	POSTE	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>	1	4,687	5,019
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	2	2.199	2.495
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	3	381	353
COMMISSIONS (PRODUITS)	4	1.484	1.376
COMMISSIONS (CHARGES)	5		
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	6		
GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	7	-63	-44
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	8	19	185
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	9	90	57
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>10</b>	<b>4.218</b>	<b>4.337</b>
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	11		
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	12	2.301	2.610
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	13	192	424
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>14</b>	<b>1.725</b>	<b>1.303</b>
COUT DU RISQUE	15		
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>16</b>	<b>1.725</b>	<b>1.303</b>
GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	17		122
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>18</b>	<b>1.725</b>	<b>1.425</b>
IMPOTS SUR LES BENEFICES	19	128	139
<b>RESULTAT NET</b>	<b>20</b>	<b>1.597</b>	<b>1.286</b>

**BILAN**

Etablissement : Banque Atlantique du Mali (BAM)

ETAT : MALI

2018/06/30

D0135A

B

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	RUBRIQUES ACTIFS	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
A1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	15 255	23 844
A2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILES	88 105	74 256
A3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILES	17 831	18 626
A4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	164 760	151 810
A5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	2 016	1 568
A6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	2 874	2 874
A7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES	-	-
A8	AUTRES ACTIFS	1 702	999
A9	COMPTES DE REGULARISATION	487	4 160
A10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	108	165
A11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	-	-
A12	PRETS SUBORDONNES	106	106
A13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5	2
A14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	9 658	9 852
	<b>TOTAL ACTIFS</b>	<b>302 907</b>	<b>288 262</b>

**BILAN**

Etablissement : Banque Atlantique du Mali (BAM)

ETAT : MALI

2018/06/30

D0135A

B

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	RUBRIQUES PASSIFS	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
P.1	BANQUES CENTRALES, CCP		
P.2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	138 800	88 204
P.3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	135 601	164 036
P.4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	-	-
P.5	AUTRES PASSIFS	10 161	4 827
P.6	COMPTES DE REGULARISATION	1 940	4 063
P.7	PROVISIONS	1 382	1 286
P.8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES	2 227	2 282
P.9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	12 796	23 565
P.10	CAPITAL SOUSCRIT	22 000	22 000
P.11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	71	71
P.12	RESERVES	449	449
P.13	ECARTS DE REEVALUATION	-	-
P.14	PROVISIONS REGLEMENTEES	-	-
P.15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	1 146	9 725
P.16	RESULTAT DE L'EXERCICE (+/-)	8 579	10 769
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>302 907</b>	<b>288 262</b>

## HORS BILAN

Etablissement : Banque Atlantique du Mali (BAM)

ETAT : MALI

2018/06/30

D0135A

B

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de F CFA)

POSTE	RUBRIQUES HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		01/01/2018	30/06/2018
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>17 140</b>	<b>27 477</b>
<b>HB.1</b>	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	5 564	16 063
<b>HB.2</b>	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	11 576	11 414
<b>HB.3</b>	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>495 915</b>	<b>519 658</b>
<b>HB.4</b>	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	-	-
<b>HB.5</b>	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	495 915	519 658
<b>HB.6</b>	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-

## COMPTE DE RESULTAT

Etablissement : Banque Atlantique du Mali (BAM)

ETAT : MALI

2018/06/30

D0135A

B

Date d'arrêté

CIB

LC

(en millions de FCFA)

POSTE	RUBRIQUES COMPTE DE RESULTAT	Réf.	MONTANTS NETS
			30/06/2018
C.1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		6 028
C.2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES		3 825
C.3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE		-
C.4	COMMISSIONS (PRODUITS)		1 840
C.5	COMMISSIONS (CHARGES)		344
C.6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION (+/-)		-
C.7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES (+/-)		2 846
C.8	PRODUITS DES AUTRES ACTIVITES		214
C.9	CHARGES DES AUTRES ACTIVITES		-
C.10	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>10=1-2+3+4-5+6+7+8-9</b>	<b>6 757</b>
C.11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		
C.12	CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION		4 699
C.13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		361
C.14	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>14=10+11-12-13</b>	<b>1 697</b>
C.15	COUT DU RISQUE (+/-)		9 134
C.16	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>16=14+15</b>	<b>10 830</b>
C.17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES (+/-)		
C.18	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>18=16+17</b>	<b>10 830</b>
C.19	IMPOTS SUR LES BENEFICES		61
C.20	<b>RESULTAT NET</b>	<b>20=18+19</b>	<b>10 769</b>

**BILAN**

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BANK OF AFRICA MALI SA

Date d'arrêté : /2/0/1/8/1/2/ /3/1/ /D/0/0/4/5/ /E/ /A/C/0/ /0/1/ /1/  
CIB LC D F M

(en millions FCFA)

POSTE	ACTIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	31/12/2018
1	CAISSE, BANQUE CENTRALE, CCP	15 788 792 057	33 206 594 224
2	EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILEES	108 474 522 768	96 850 885 755
3	CREANCES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	15 852 256 553	12 900 514 764
4	CREANCES SUR LA CLIENTELE	247 579 840 304	272 510 339 521
5	OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	-	-
6	ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	20 675 184 941	14 896 691 790
7	ACTIONNAIRES OU ASSOCIES		
8	AUTRES ACTIFS	2 422 356 917	2 735 774 859
9	COMPTES DE REGULARISATION	17 236 908 312	13 095 069 168
10	PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME	154 650 000	154 650 000
11	PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES	932 288 303	884 650 831
12	PRETS SUBORDONNES	45 000	45 000
13	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	583 193 081	513 448 019
14	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 593 684 090	37 229 918 447
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>455 293 722 326</b>	<b>484 978 582 378</b>

**BILAN**

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BANK OF AFRICA MALI SA

Date d'arrêté : /2/0/1/8/1/2/ /3/1/ /D/0/0/4/5/ /E/ /A/C/0/ /0/1/ /1/  
CIB LC D F M

(en millions FCFA)

POSTE	PASSIF	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	31/12/2018
1	BANQUE CENTRALE, CCP		
2	DETTES INTERBANCAIRES ET ASSIMILEES	75 403 889 978	68 832 847 566
3	DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE	328 724 608 099	363 034 653 181
4	DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE		
5	AUTRES PASSIFS	3 596 518 591	4 693 900 909
6	COMPTES DE REGULARISATION	6 226 992 513	7 254 375 821
7	PROVISIONS	4 440 529 003	3 045 193 875
8	EMPRUNTS ET TITRES EMIS SUBORDONNES		
9	CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	36 901 184 142	38 117 611 026
10	CAPITAL SOUSCRIT	15 450 000 000	15 450 000 000
11	PRIMES LIEES AU CAPITAL	5 490 025 820	5 490 025 820
12	RESERVES	6 671 131 421	7 800 068 753
13	ECARTS DE REEVALUATION		
14	PROVISIONS REGLEMENTEES		
15	REPORT A NOUVEAU (+/-)	5 027 659 400	3 037 537 878
16	RESULTAT DE L'EXERCICE	4 262 367 501	6 339 978 575
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>455 293 722 326</b>	<b>484 978 582 378</b>

**BILAN**

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BANK OF AFRICA MALI SA

Date d'arrêté : /2/0/1/8/1/2/ /3/1/ /D/0/0/4/5/ /E/ /A/C/0/ /0/1/ /1/  
CIB LC D F M

(en millions FCFA)

POSTE	HORS BILAN	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	31/12/2018
	<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>179 291 989 707</b>	<b>205 778 889 688</b>
1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT	977 774 736	3 913 142 513
2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	178 314 214 971	201 865 747 175
3	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	<b>333 512 441 830</b>	<b>412 421 508 792</b>
4	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
5	ENGAGEMENTS DE GARANTIE	333 512 441 830	412 421 508 792
6	ENGAGEMENTS SUR TITRES	-	-

**COMPTE DE RESULTAT**

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BANK OF AFRICA MALI SA

Date d'arrêté : /2/0/1/8/1/2/ /3/1/ /D/0/0/4/5/ /E/ /A/C/0/ /0/1/ /1/  
CIB LC D F M

(en millions FCFA)

POSTE	PRODUITS/CHARGES	MONTANTS NETS	
		31/12/2017	31/12/2018
1	INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	31 012 626 289	28 300 929 431
2	INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	10 548 989 210	9 911 964 816
3	REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	510 709 566	510 257 069
4	COMMISSIONS (PRODUITS)	6 742 708 600	8 330 527 333
5	COMMISSIONS (CHARGES)	359 401 351	561 803 015
6	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE NEGOCIATION	925 940 130	2 342 777 012
7	GAINS OU PERTES NETS SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT ET ASSIMILES	0	0
8	AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	3 057 341 904	1 124 460 356
9	AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 750 866 388	408 891 245
10	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>29 590 069 540</b>	<b>29 726 292 125</b>
11	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT		
12	CHARGE3S GENERALES D'EXPLOITATION	17 078 493 464	20 990 746 112
13	DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	2 340 664 953	2 478 207 782
14	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>10 170 911 123</b>	<b>6 257 338 231</b>
15	COUT DU RISQUE	5 702 751 091	-344 813 871
16	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>4 468 160 032</b>	<b>6 602 152 102</b>
17	GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS IMMOBILISES	189 392 812	132 265 048
18	<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>4 657 552 844</b>	<b>6 734 417 150</b>
19	IMPOTS SUR LES BENEFICES	395 185 343	394 438 575
20	<b>RESULTAT NET</b>	<b>4 262 367 501</b>	<b>6 339 978 575</b>

**Suivant récépissé n°0015/MATD-DGAT** en date du 12 avril 2019, il a été créé une association dénommée : «Club de Soutien à Soumeylou Boubeye MAÏGA», en abrégé : (C.S.S.B.M).

**But** : Soutenir l'œuvre de Soumeylou Boubeye MAÏGA, cultiver le sens du patriotisme et de la citoyenneté chez les jeunes, etc.

**Siège Social** : Kalaban coura, Rue : 154, Porte : 153.

#### **LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Président** : Abou FANE

**Secrétaire général** : Modibo DIARRA

**Secrétaire général adjoint** : Adama DEMBELE

**Secrétaire administratif et juridique** : Youssouf MARIKO

**Secrétaire administratif et juridique adjoint** : Souleymane TRAORE

**Secrétaire aux questions électorales** : Bourama GUINDO

**Secrétaire aux questions électorales adjoint** : Sékou SANOU

**Secrétaire à l'organisation** : Yaï TRAORE

**Première Secrétaire adjointe à l'organisation** : Tata KONE

**Deuxième Secrétaire adjointe à l'organisation** : Aïcha DOUMBIA

**Troisième Secrétaire adjoint à l'organisation** : Yamadou DJIMDE

**Secrétaire à la communication** : Lamine KONE

**Secrétaire à la communication adjointe** : Fanta dite Moutou KONATE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Mohamed BALLO

**Secrétaire aux relations extérieures adjointe** : Mariam DIARRA

**Secrétaire au développement** : Issa OUATTARA

**Secrétaire au développement adjoint** : Mohamed SAMAKE

**Trésorier général** : Binaf TRAORE

**Premier Trésorier général adjoint** : Abdoulaye FANE

**Deuxième Trésorier général adjoint** : Saïdou MALLE

**Troisième Trésorier général adjoint** : Cheick Oumar TOUNKARA

**Secrétaire aux activités sociales et culturelles** : Sidiki DIANE

**Secrétaire aux activités sociales et culturelles adjoint** : Samba TANDIA

**Secrétaire au sport** : Alain DEMBELE

**Premier Secrétaire adjoint au sport** : Madou O. COULIBALY

**Deuxième Secrétaire adjoint au sport** : Adama TRAORE

**Commissaire aux comptes** : Lamine DIARRA

**Commissaire aux comptes adjoint** : Mohamed KONTE

**Commissaire aux conflits** : Mohamed COULIBALY

**Premier Commissaire aux conflits adjoint** : Abdou SIDIBE

**Deuxième Commissaire aux conflits adjoint** : Cheick SIDIBE

**Troisième Commissaire aux conflits adjointe** : Aminata TRAORE

-----

**Suivant récépissé n°0320/G-DB** en date du 16 avril 2019, il a été créé une association dénommée : «Association des Garankès du Mali», en abrégé : (A.G.M.).

**But** : Préserver la fraternité, créer la communication, promouvoir la culture des garankès, etc.

**Siège Social** : N'Tomikorobougou, Rue 659, porte 345, Bamako.

#### **LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**Président d'honneur** : Faboula SYLLA

**Président** : Baraka DIAWARA

**Secrétaire général** : Modibo KONE

**Secrétaire administratif** : Ibrahima SYLLA

**Trésorier** : Sory Ibrahima MACALOU

**Secrétaire à la communication** : Fodé TOUNKARA

**Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation :**  
Toutouba MACALOU

**Secrétaire aux conflits :** Alou SOUMOUNOU

**Secrétaire aux comptes :** Demba SOUMOUNOU

**Secrétaire chargé aux relations extérieures :** Seyba Sory SOUMOUNOU

**Secrétaire aux activités génératrices de revenus :** Faraba MACALOU

**Secrétaire chargé des questions culturelles :** Sambou SYLLA

**BUREAU EXECUTIF**

**Président :** Inza KONATE

**Vice-présidente :** KOÏTA Djénèba WAÏGALO

**Secrétaire général :** Kader TOURE

**Secrétaire général adjoint :** Sadio Seydou COULIBALY

**Responsable financière :** Malado YATTASSAYE

**Assistant à la Responsable financière :** Issa COULIBALY.

-----

Suivant récépissé n°0325/G-DB en date du 16 avril 2019, il a été créé une association dénommée : «Réseau d'Action et de Soutien à l'Excellence, au Leadership et aux Initiatives de Développements des Jeunes», en abrégé (RASELID-JEUNES).

**But :** Représenter et défendre les intérêts des membres de l'association en lien avec son objet social, etc.

**Siège Social :** au Badialan II à l'école supérieure de gestion (E.S.G), rue 310, porte 840, Bamako.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**Président :** Moussa Zana DIARRA

**Vice-président :** José COULIBALY

**Président de la commission de contrôle et de régularité :**  
Hamadoun TEMBELY

**Vice-président de la commission de contrôle et de régularité :** Youssouf SANOGO

**Référent communication et leadership et développement personnel des jeunes du Réseau :**  
Aboudou BERTHE

**Membres du Comité consultatif :**

- Gaoussou SYLLA
- Issouf NIARE
- Salif SAKOUMANA
- Fodé KANTE
- Iboun Abass Mamadou TRAORE
- Balobo CISSE
- Soboua THERA
- Moussa SIDIBE
- Alassane Doua KONATE
- Fouseyni DEMBELE